

## Publications économiques et financières



### Conjoncture financière

N° 332 / Avril 2021

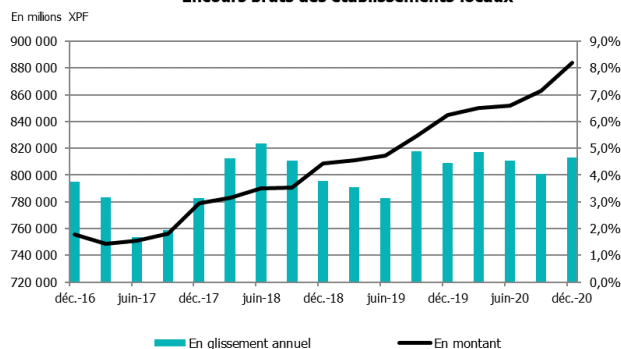
# ÉVOLUTIONS BANCAIRES ET MONÉTAIRES EN NOUVELLE-CALÉDONIE

AU 31 DECEMBRE 2020

## Une activité bancaire dynamique dans un contexte atypique

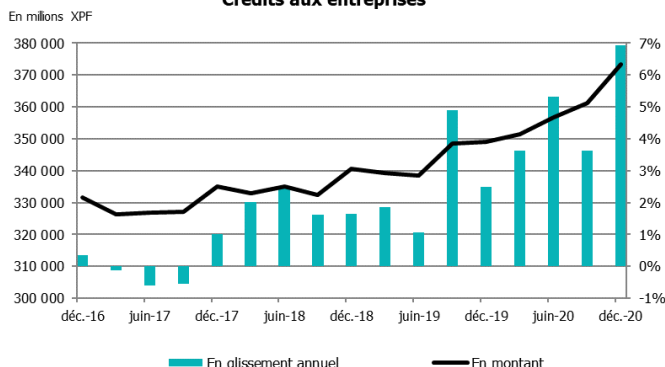
A fin décembre 2020, l'activité bancaire du territoire reste relativement dynamique, mais influencée par la crise sanitaire ainsi que par le contexte d'incertitudes et de tensions sociales. Les mesures de soutien (chômage partiel, report de cotisations, report d'échéances, PGE<sup>1</sup>, fonds de solidarité) ont permis, dans une large mesure, aux entreprises de renforcer leur trésorerie et de préserver leur activité. Elles ont ainsi eu pour effet de soutenir l'activité de crédit et de contenir l'augmentation de la sinistralité. L'activité bancaire est ainsi également marquée par une croissance particulièrement soutenue des dépôts à vue des entreprises mais aussi des ménages dans le contexte de confinement interne, puis externe.

Encours bruts des établissements locaux

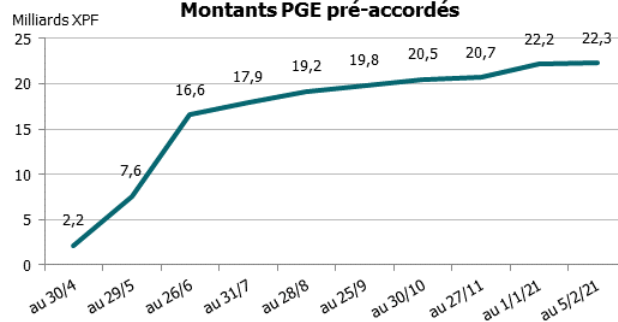


## Les crédits locaux sont tirés par les PGE

Crédits aux entreprises



Montants PGE pré-accordés



Source : MINEFI

Le rythme de croissance de l'encours brut des **établissements de crédit de la zone d'émission (ECZE)** se maintient sur un rythme relativement soutenu en 2020 (+4,6 %, contre +4,5 % à fin 2019). Cette progression s'explique dans une large mesure par les octrois de PGE aux entreprises (22,2 milliards XPF), pour lesquels les banques sont le pilier de la chaîne de distribution. Parallèlement à cette croissance des crédits de trésorerie, les encours de crédits aux entreprises s'infléchissent, à l'exception des crédits d'investissement, portés par l'achat d'un nouvel avion pour la compagnie Aircalin.

<sup>1</sup> Prêt consenti par les banques aux entreprises de toutes tailles, quelle que soit leur forme juridique (hors sociétés civiles immobilières, établissements de crédit et sociétés de financement) dont le montant ne peut excéder trois mois de chiffre d'affaires, ou deux ans de masse salariale pour les entreprises nouvelles ou innovantes. Destiné à soutenir la trésorerie des entreprises, il bénéficie d'une garantie de l'État à hauteur de 90 %, 70 % ou 80 % si l'entreprise emploie plus de 5 000 salariés ou réalise un chiffre d'affaires supérieur à 1,5 milliard d'euros soit 179 milliards XPF.

L'encours des crédits aux ménages progresse toujours, mais plus lentement (+3,1 %, après +3,9% à fin décembre 2019) sous l'effet du ralentissement tendanciel des crédits à l'habitat (+3,2 %) en lien avec l'arrivée à maturité du marché de l'immobilier. Ce dernier est toutefois en partie compensée par le regain de croissance des crédits à la consommation (+2,6 %, après -0,9 % un an auparavant), en raison d'une propension à consommer plus forte à la sortie du confinement interne.

Grace aux mesures de soutien, les difficultés de l'économie calédonienne ont un impact relativement limité sur la **qualité du portefeuille** des établissements de crédits. Ainsi, en dépit d'une hausse significative des créances douteuses (+8,8 %), le taux de ces créances reste contenu à 3,53 % à fin décembre 2020 (après 3,39 % un an auparavant).

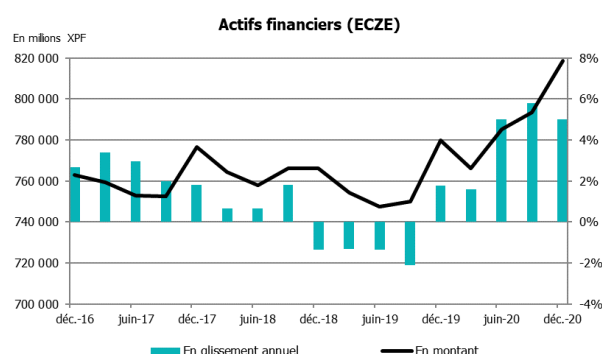
Soutenu par l'octroi du prêt de l'AFD (28,6 mds XPF) à la Nouvelle-Calédonie (dans le cadre du financement des mesures de soutien liées à la crise sanitaire), l'encours des établissements **hors zone d'émission** augmente sensiblement (+6,2 %), portant l'encours brut total des crédits consentis à l'économie calédonienne à 1 326 mds XPF (+5,2 %). En léger retrait depuis 2017, la part de marché des établissements de crédit hors zone d'émission continue de se replier. Elle représente 32,7 % du total des engagements sains au 31 décembre 2020, après 33,0 % un an auparavant.

## La collecte des dépôts s'envole sous l'effet de la crise sanitaire

L'encours des **actifs financiers** détenus par les agents économiques (résidents et non-résidents) dans les établissements de crédit installés localement atteint 818,6 mds XPF fin 2020. Il s'inscrit en hausse pour la 2<sup>e</sup> année consécutive, à un rythme qui s'accélère (+5,0 %, après +1,8 % sur l'année 2019). Cette progression de la collecte nette, aussi bien des résidents (+30,3 mds XPF) que des non-résidents (+8,6 mds XPF), s'explique par les effets de la crise sanitaire sur les avoirs des agents économiques : une hausse de l'épargne des ménages du fait des confinements interne et externe et un renforcement de la trésorerie des entreprises du fait des reports d'échéances et de la mise en place des PGE.

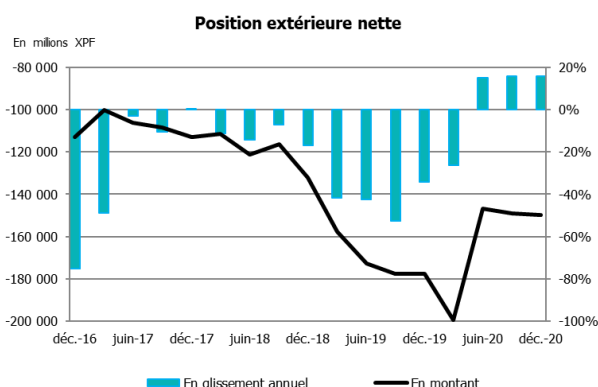
Cette dynamique se matérialise par un arbitrage des agents en faveur de la liquidité à court terme. Ainsi l'encours de leurs dépôts à vue, progresse fortement (+12,4 %, après +3,2 % à fin 2019), au détriment de leurs comptes rémunérés, comme l'illustre le net recul de l'encours des dépôts à terme (-6,9 %) qui sans la collecte auprès des non-résidents, centrée sur ce produit, aurait été nettement plus significatif.

Dans le même temps, le rythme de croissance des encours des **placements hors zone d'émission**<sup>2</sup> accélère (+3,4 %, après +1,9 % un an auparavant), tiré par l'encours des placements d'assurance-vie (85 % des placements HZE) qui regagnent également en dynamisme (+4,7 %, après +3,3 % un an plus tôt). En revanche, les autres encours des placements HZE sont plutôt mal orientés, notamment les OPCVM non monétaires (-18,4 %).



## Le déficit emplois-ressources de la place bancaire se stabilise à un niveau élevé

Le système bancaire local voit son **solde emplois-ressources clientèle**, à savoir la différence entre le montant de l'encours de crédit et le montant de l'encours des dépôts collectés localement, continuer de se creuser, de 7 milliards XPF sur l'année 2020 (+2,8 %). Après avoir atteint un nouveau record à 262 milliards XPF au 1<sup>er</sup> trimestre 2020, le déficit se réduit pour s'établir à 254 milliards XPF au terme de l'année. Cet approfondissement du déficit sur un an, s'explique par une hausse des encours de crédits bruts (+39,3 mds XPF sur un an), plus importante que la collecte locale des dépôts sur la même période (+32,5 mds XPF). Les dépôts collectés couvrent 77 % des ressources locales des établissements calédoniens, après 83 % à fin décembre 2019.



Afin de financer leur déficit emplois-ressources les banques ont recours principalement à des emprunts interbancaires auprès des maisons-mères, et à la collecte de dépôts hors zone. La gestion de ce déficit est plus délicate pour les établissements de la place qui n'appartiennent pas à un réseau bancaire national. Ainsi, certaines banques peuvent avoir recours en complément à des ressources de marché, notamment des émissions de titres de créances négociables<sup>3</sup>. Ces derniers s'élèvent à 32 milliards XPF à fin décembre 2020, après 72 milliards XPF un an auparavant.

Dans le même temps, la **position extérieure nette** en dégradation continue depuis 2018 se redresse à -150 milliards XPF (après -178 milliards XPF en décembre 2019). Le solde entre les avoirs des établissements de crédit et leurs engagements hors de la

<sup>2</sup> Parallèlement aux dépôts conservés sur des supports locaux, le système bancaire calédonien collecte d'autres types de placements auprès de sa clientèle, non transformables dans le cadre de son activité de financement, et gérés hors de la zone d'émission

<sup>3</sup> Formules de placements à échéance fixe, d'une durée comprise entre 1 jour et 7 ans. Le montant unitaire minimum d'un placement étant relativement élevé, les TCN sont rarement souscrits par des particuliers, mais plutôt par les grands investisseurs et les organismes de placement collectif (OPCVM). Entrent dans la catégorie des TCN : - Les Certificats de Dépôts - Les Bons à Moyen Terme Négociables - Les Billets de Trésorerie - Les Bons des Institutions Financières Spécialisées.

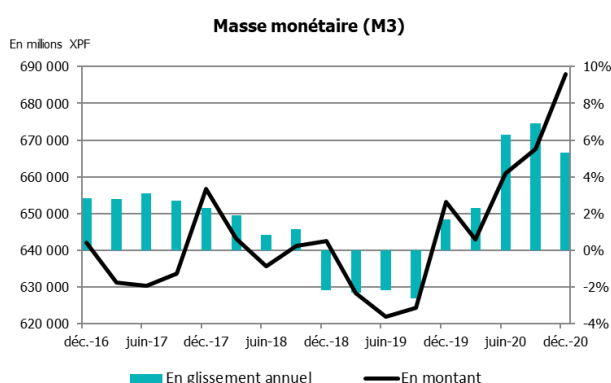
zone d'émission, structurellement négatif en Nouvelle-Calédonie, s'améliore en rythme annuel (+15,7 %), du fait de la baisse des engagements hors zone d'émission (-56 mds XPF), plus forte que la hausse des avoirs des établissements de crédits hors zone d'émission (+28 mds XPF).

## Une politique monétaire volontariste de soutien à l'économie

En réponse à la crise sanitaire et dans le cadre de la modernisation de sa politique monétaire, l'IEOM a mis en place des mesures fortes d'accompagnement du système bancaire. Ainsi, entre avril et novembre 2020, plusieurs lignes de crédit<sup>4</sup> sont venues soutenir la liquidité bancaire pour un montant total de 150 milliards XPF pour la zone monétaire Pacifique (dont 60 % en Nouvelle-Calédonie). Ces nouveaux instruments marquent un changement de dimension par rapport à la politique traditionnelle menée jusqu'alors, centrée sur le réescompte<sup>5</sup> pour une quinzaine de milliards XPF. Ces lignes basées sur des durées plus longues (de 6 à 36 mois) et des taux plus bas (de +0,10% à -0,30% avec un mécanisme incitatif) visent à créer les conditions favorables au bon fonctionnement du système bancaire et par conséquent au financement global de l'économie.

## La masse monétaire dynamisée par les mesures de soutien

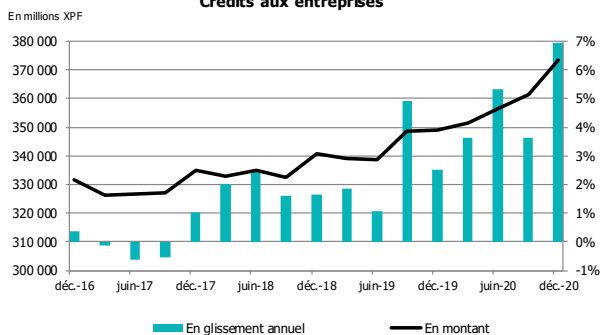
Sous l'effet des mesures de soutien et notamment du renforcement de la politique monétaire, la **masse monétaire (M3)** connaît un regain de dynamisme en 2020 et finit l'année sur une croissance de 5,3 % (après +1,7 % un an auparavant). Cette progression s'explique principalement par la vigueur de la croissance des dépôts à vue (+12,4 %, après -3,2 % à fin 2019) qui représentent plus de la moitié de la masse monétaire.



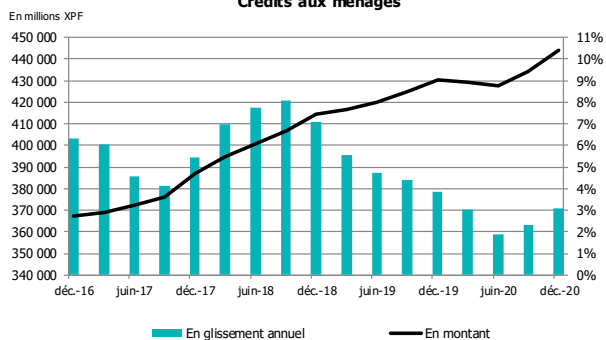
<sup>4</sup> Ces refinancements de banque centrale représentent désormais autour de 9 % du total du bilan des banques FBF (à décembre 2020). Ce sont des ressources plus longues, qui apportent par conséquent une certaine stabilité dans leur refinancement.

<sup>5</sup> Dispositif qui permet à un établissement de crédit d'obtenir des liquidités auprès de l'IEOM pour une durée supérieure à la journée en contrepartie d'une cession temporaire de créances admissibles au réescompte

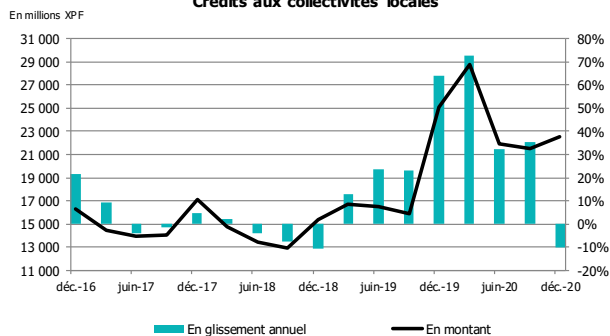
## Crédits aux entreprises



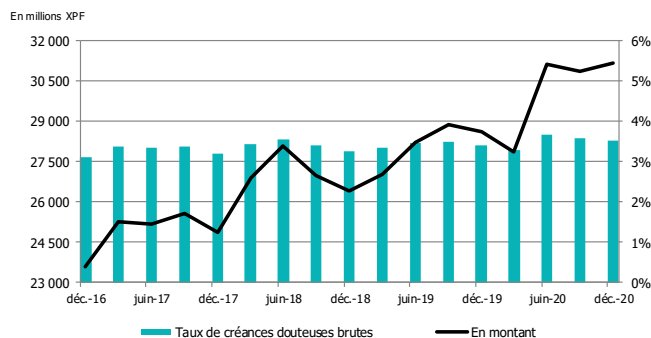
## Crédits aux ménages



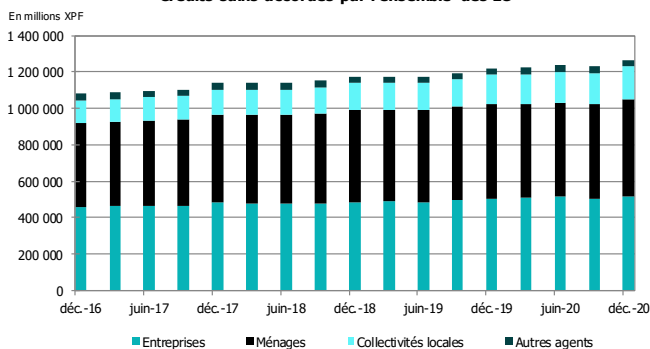
## Crédits aux collectivités locales



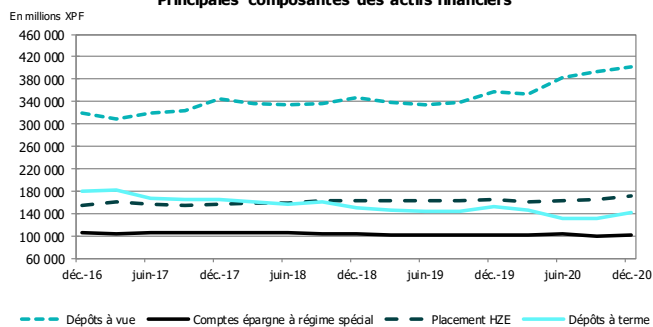
## Créances douteuses brutes (ECZE)



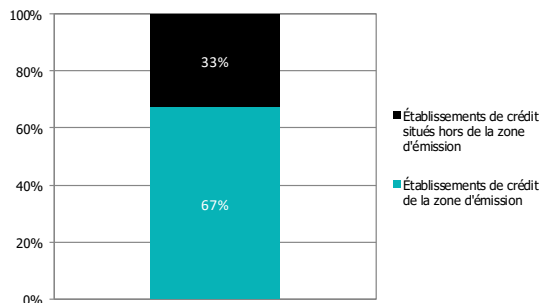
## Crédits sains accordés par l'ensemble des EC



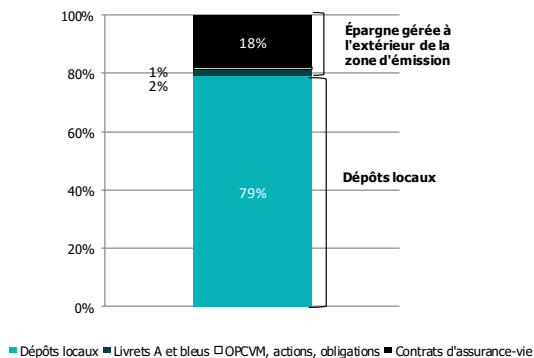
## Principales composantes des actifs financiers



## Répartition des concours bancaires sains au 31/12/2020



## Répartition des dépôts au 31/12/2020



## Tableaux statistiques

### Le système bancaire local

#### Composantes de la masse monétaire

En millions de XPF	déc.-16	déc.-17	déc.-18	déc.-19	mars-20	juin-20	sept.-20	déc.-20	Variations	
									1 sem	1 an
Circulation fiduciaire	20 843	22 148	23 498	23 778	23 140	24 201	24 677	25 411	5,0%	6,9%
<i>Billets</i>	18 654	19 934	21 240	21 469	20 842	21 882	22 341	23 032	5,3%	7,3%
<i>Pièces</i>	2 189	2 214	2 258	2 309	2 298	2 319	2 336	2 379	2,6%	3,0%
Dépôts à vue	319 592	344 898	347 545	358 633	354 200	383 381	394 486	402 997	5,1%	12,4%
<b>TOTAL M1</b>	<b>340 435</b>	<b>367 046</b>	<b>371 044</b>	<b>382 411</b>	<b>377 340</b>	<b>407 583</b>	<b>419 163</b>	<b>428 407</b>	<b>5,1%</b>	<b>12,0%</b>
<b>M2-M1</b>	<b>122 072</b>	<b>122 968</b>	<b>119 826</b>	<b>117 920</b>	<b>118 675</b>	<b>120 827</b>	<b>116 806</b>	<b>117 075</b>	<b>-3,1%</b>	<b>-0,7%</b>
Comptes sur livrets	121 611	122 517	119 377	117 454	118 178	120 292	116 256	116 511	-3,1%	-0,8%
Comptes épargne logement	461	451	449	466	497	535	549	564	5,4%	21,0%
<b>TOTAL M2</b>	<b>462 507</b>	<b>490 014</b>	<b>490 870</b>	<b>500 331</b>	<b>496 015</b>	<b>528 409</b>	<b>535 969</b>	<b>545 482</b>	<b>3,2%</b>	<b>9,0%</b>
<b>M3-M2</b>	<b>179 477</b>	<b>166 647</b>	<b>151 620</b>	<b>152 924</b>	<b>147 000</b>	<b>132 511</b>	<b>131 575</b>	<b>142 432</b>	<b>7,5%</b>	<b>-6,9%</b>
Dépôts à terme	179 477	166 647	151 620	152 924	147 000	132 511	131 575	142 432	7,5%	-6,9%
Titres de créance négociables	0	0	0	0	0	0	0	0		
Bons de caisse	0	0	0	0	0	0	0	0		
<b>TOTAL M3</b>	<b>641 985</b>	<b>656 660</b>	<b>642 490</b>	<b>653 255</b>	<b>643 016</b>	<b>660 920</b>	<b>667 544</b>	<b>687 914</b>	<b>4,1%</b>	<b>5,3%</b>
<b>P1</b>	<b>4 856</b>	<b>4 915</b>	<b>4 729</b>	<b>4 538</b>	<b>4 518</b>	<b>4 537</b>	<b>4 421</b>	<b>4 487</b>	<b>-1,1%</b>	<b>-1,1%</b>
Plans d'épargne logement	4 582	4 627	4 441	4 275	4 266	4 231	4 133	4 210	-0,5%	-1,5%
Autres comptes d'épargne à régime spécial	274	287	287	263	252	306	287	277	-9,3%	5,5%
<b>M3+P1</b>	<b>646 840</b>	<b>661 575</b>	<b>647 219</b>	<b>657 792</b>	<b>647 534</b>	<b>665 457</b>	<b>671 965</b>	<b>692 401</b>	<b>4,0%</b>	<b>5,3%</b>

#### Contreparties de la masse monétaire

En millions de XPF	déc.-16	déc.-17	déc.-18	déc.-19	mars-20	juin-20	sept.-20	déc.-20	Variations	
									1 sem	1 an
<b>Avoirs hors zone d'émission</b>	<b>194 801</b>	<b>169 634</b>	<b>169 621</b>	<b>161 388</b>	<b>141 030</b>	<b>152 119</b>	<b>120 210</b>	<b>120 473</b>	<b>-20,8%</b>	<b>-25,4%</b>
Institut d'émission	90 999	77 182	64 163	71 196	78 514	60 902	57 924	58 361	-4,2%	-18,0%
Établissements de crédit	103 802	92 453	105 458	90 192	62 516	91 217	62 286	62 112	-31,9%	-31,1%
<b>Créances du Trésor public</b>	<b>24 261</b>	<b>24 867</b>	<b>25 467</b>	<b>25 214</b>	<b>25 204</b>	<b>25 682</b>	<b>26 419</b>	<b>25 543</b>	<b>-0,5%</b>	<b>1,3%</b>
<b>Concours sur ressources monétaires</b>	<b>422 923</b>	<b>462 159</b>	<b>447 402</b>	<b>466 653</b>	<b>476 782</b>	<b>483 119</b>	<b>520 915</b>	<b>541 898</b>	<b>12,2%</b>	<b>16,1%</b>
Concours de caractère bancaire des EC locaux	755 430	779 232	808 642	844 665	850 298	851 712	862 917	883 938	3,8%	4,6%
Ressources non monétaires des EC locaux (à déduire)	332 507	317 073	361 241	378 012	373 516	368 593	342 002	342 039	-7,2%	-9,5%
<i>Excédent des capitaux propres sur les valeurs immobilisées</i>	77 337	74 947	79 830	73 485	73 791	78 403	76 977	76 225	-2,8%	3,7%
<i>Provisions sur créances douteuses</i>	14 773	15 254	15 661	15 591	15 446	16 534	17 196	17 349	4,9%	11,3%
<i>Engagements hors zone d'émission</i>	216 818	205 401	237 684	267 786	261 963	238 118	216 660	211 820	-11,0%	-20,9%
<i>Épargne contractuelle</i>	4 856	4 915	4 729	4 538	4 518	4 537	4 421	4 487	-1,1%	-1,1%
<i>Divers</i>	18 724	16 556	23 336	16 613	17 798	31 000	26 748	32 159	3,7%	93,6%
<b>Total M3</b>	<b>641 985</b>	<b>656 660</b>	<b>642 490</b>	<b>653 255</b>	<b>643 016</b>	<b>660 920</b>	<b>667 544</b>	<b>687 914</b>	<b>4,1%</b>	<b>5,3%</b>
<b>Position extérieure nette</b>	<b>-113 016</b>	<b>-112 949</b>	<b>-132 225</b>	<b>-177 594</b>	<b>-199 448</b>	<b>-146 901</b>	<b>-154 374</b>	<b>-149 708</b>	<b>-1,9%</b>	<b>15,7%</b>

#### Équilibre emplois - ressources

En millions de XPF	déc.-16	déc.-17	déc.-18	déc.-19	mars-20	juin-20	sept.-20	déc.-20	Variations	
									1 sem	1 an
<b>Emplois</b>	<b>816 838</b>	<b>829 036</b>	<b>833 645</b>	<b>897 517</b>	<b>930 971</b>	<b>942 284</b>	<b>940 299</b>	<b>964 641</b>	<b>2,4%</b>	<b>7,5%</b>
Excédent des opérations diverses des EC	0	0	0	0	0	0	0	0		
Crédits bruts (1)	755 430	779 232	808 642	844 665	850 298	851 712	862 917	883 938	3,8%	4,6%
Réserves obligatoires et libres	61 409	49 804	25 003	52 852	80 674	90 573	77 382	80 703	-10,9%	52,7%
Position extérieure nette des EC (si positive)	0	0	0	0	0	0	0	0		
<b>Ressources</b>	<b>816 838</b>	<b>829 036</b>	<b>833 645</b>	<b>897 517</b>	<b>930 971</b>	<b>942 284</b>	<b>940 299</b>	<b>964 641</b>	<b>2,4%</b>	<b>7,5%</b>
Dépôts collectés (- encaisses) (2)	591 761	602 925	586 707	597 464	588 353	604 467	609 923	629 930	4,2%	5,4%
Ressources propres - Valeurs immobilisées	92 109	90 201	95 492	89 076	89 237	94 938	94 173	93 573	-1,4%	5,0%
Excédent des opérations diverses des EC	10 121	13 237	8 832	20 721	31 969	40 722	29 329	42 862	5,3%	n.s
Financements IEOM (dont réescompte et LR)	9 831	9 725	10 389	12 662	21 964	55 258	52 501	48 568	-12,1%	n.s
Position extérieure nette des EC (si négative)	113 016	112 949	132 225	177 594	199 448	146 901	154 374	149 708	1,9%	-15,7%
<b>Solde Emplois-Ressources Clientèle (=1-2)*</b>	<b>163 668</b>	<b>176 307</b>	<b>221 935</b>	<b>247 201</b>	<b>261 944</b>	<b>247 245</b>	<b>252 994</b>	<b>254 008</b>	<b>2,7%</b>	<b>2,8%</b>

\* Solde positif = déficit ; Solde négatif = excédent

25 265

#### Ressources bancaires mobilisables (hors interbancaire)

En millions de XPF	déc.-16	déc.-17	déc.-18	déc.-19	mars-20	juin-20	sept.-20	déc.-20	Variations	
									1 sem	1 an
<b>Total ressources</b>	<b>633 748</b>	<b>644 476</b>	<b>644 114</b>	<b>685 269</b>	<b>674 581</b>	<b>675 354</b>	<b>661 756</b>	<b>679 465</b>	<b>0,6%</b>	<b>-0,8%</b>
Dépôts locaux (hors non-résidents)	588 645	595 544	583 076	584 914	579 110	597 185	601 536	609 652	2,1%	4,2%
Dépôts non résidents FBF	19 283	23 099	20 105	28 750	24 956	23 392	25 598	37 380	59,8%	30,0%
Titres de créances négociables	25 820	25 833	40 934	71 605	70 515	54 777	34 623	32 432	-40,8%	-54,7%

## Les placements

En millions de XPF	déc-16	déc-17	déc-18	déc-19	mars-20	juin-20	sept-20	déc-20	Variations	
									1 sem	1 an
<b>Sociétés non financières</b>	<b>230 639</b>	<b>234 546</b>	<b>226 115</b>	<b>241 681</b>	<b>231 735</b>	<b>236 877</b>	<b>244 591</b>	<b>260 979</b>	<b>10,2%</b>	<b>8,0%</b>
<b>Dépôts à vue</b>	<b>159 532</b>	<b>175 043</b>	<b>172 524</b>	<b>186 112</b>	<b>176 633</b>	<b>191 295</b>	<b>201 885</b>	<b>210 762</b>	<b>10,2%</b>	<b>13,2%</b>
<b>Placements liquides ou à court terme</b>	<b>70 713</b>	<b>58 765</b>	<b>52 924</b>	<b>54 940</b>	<b>54 875</b>	<b>45 352</b>	<b>42 662</b>	<b>50 169</b>	<b>10,6%</b>	<b>-8,7%</b>
Comptes d'épargne à régime spécial	100	111	131	173	230	217	202	221	1,7%	27,4%
Placements indexés sur les taux de marché	70 614	58 654	52 794	54 766	54 645	45 134	42 459	49 948	10,7%	-8,8%
<i>dont comptes à terme</i>	69 647	58 119	52 644	54 707	54 586	45 097	42 422	49 922	10,7%	-8,7%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	967	535	150	59	59	37	37	26	-29,1%	-55,2%
<b>Épargne à long terme</b>	<b>394</b>	<b>738</b>	<b>666</b>	<b>629</b>	<b>226</b>	<b>231</b>	<b>45</b>	<b>48</b>	<b>-79,4%</b>	<b>-92,4%</b>
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	357	729	658	620	219	223	37	39	-82,6%	-93,7%
<b>Ménages</b>	<b>417 943</b>	<b>424 793</b>	<b>425 176</b>	<b>430 132</b>	<b>427 693</b>	<b>441 189</b>	<b>439 477</b>	<b>445 965</b>	<b>1,1%</b>	<b>3,7%</b>
<b>Dépôts à vue</b>	<b>129 869</b>	<b>135 205</b>	<b>136 660</b>	<b>140 408</b>	<b>141 701</b>	<b>150 071</b>	<b>150 824</b>	<b>153 025</b>	<b>2,0%</b>	<b>9,0%</b>
<b>Placements liquides ou à court terme</b>	<b>152 674</b>	<b>150 719</b>	<b>144 218</b>	<b>141 808</b>	<b>141 591</b>	<b>144 607</b>	<b>139 676</b>	<b>138 405</b>	<b>-4,3%</b>	<b>-2,4%</b>
Comptes d'épargne à régime spécial	116 835	118 157	115 105	113 412	113 303	116 118	112 077	112 319	-3,3%	-1,0%
<i>dont livrets ordinaires</i>	95 307	96 845	94 073	92 600	92 569	94 971	91 415	91 801	-3,3%	-0,9%
<i>dont comptes d'épargne logement</i>	461	451	449	466	496	535	549	564	5,4%	21,0%
Placements indexés sur les taux de marché	35 839	32 562	29 112	28 396	28 289	28 489	27 599	26 085	-8,4%	-8,1%
<i>dont comptes créditeurs à terme</i>	35 473	32 339	28 934	28 341	28 176	28 375	27 500	25 986	-8,4%	-8,3%
<i>dont bons de caisse</i>	0	0	0	0	0	0	0	0	n.s.	n.s.
<i>dont OPCVM monétaires</i>	366	223	178	55	112	114	99	100	-12,4%	81,9%
<b>Épargne à long terme</b>	<b>135 400</b>	<b>138 869</b>	<b>144 298</b>	<b>147 916</b>	<b>144 401</b>	<b>146 511</b>	<b>148 976</b>	<b>154 535</b>	<b>5,5%</b>	<b>4,5%</b>
<i>dont plans d'épargne logement</i>	4 582	4 627	4 439	4 274	4 260	4 224	4 127	4 203	-0,5%	-1,7%
<i>dont portefeuilles-titres</i>	3 875	3 575	2 988	2 759	2 127	2 368	2 361	2 497	5,4%	-9,5%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	2 702	1 602	1 270	818	1 031	1 135	1 134	1 172	3,2%	43,3%
<i>dont contrats d'assurance-vie</i>	123 966	128 778	135 314	139 803	136 731	138 477	141 066	146 386	5,7%	4,7%
<b>Autres agents</b>	<b>114 182</b>	<b>117 271</b>	<b>114 797</b>	<b>107 911</b>	<b>106 659</b>	<b>106 976</b>	<b>109 456</b>	<b>111 719</b>	<b>4,4%</b>	<b>3,5%</b>
<b>Dépôts à vue</b>	<b>30 190</b>	<b>34 650</b>	<b>38 361</b>	<b>32 113</b>	<b>35 866</b>	<b>42 015</b>	<b>41 777</b>	<b>39 209</b>	<b>-6,7%</b>	<b>22,1%</b>
<b>Placements liquides ou à court terme</b>	<b>82 473</b>	<b>80 960</b>	<b>74 703</b>	<b>74 275</b>	<b>69 447</b>	<b>63 580</b>	<b>66 225</b>	<b>71 108</b>	<b>11,8%</b>	<b>-4,3%</b>
Comptes d'épargne à régime spécial	5 135	4 697	4 587	4 331	5 140	4 489	4 524	4 532	1,0%	4,6%
Placements indexés sur les taux de marché	77 338	76 263	70 116	69 944	64 306	59 091	61 701	66 576	12,7%	-4,8%
<i>dont comptes à terme</i>	74 358	76 189	70 042	69 876	64 238	59 039	61 653	66 524	12,7%	-4,8%
<i>dont obligations</i>	2 900	0	0	0	0	0	0	0		
<b>Épargne à long terme</b>	<b>1 519</b>	<b>1 661</b>	<b>1 733</b>	<b>1 523</b>	<b>1 346</b>	<b>1 380</b>	<b>1 454</b>	<b>1 401</b>	<b>1,5%</b>	<b>-8,0%</b>
<b>Total actifs financiers</b>	<b>762 764</b>	<b>776 610</b>	<b>766 088</b>	<b>779 725</b>	<b>766 086</b>	<b>785 042</b>	<b>793 524</b>	<b>818 664</b>	<b>4,3%</b>	<b>5,0%</b>
<b>Dépôts à vue</b>	<b>319 592</b>	<b>344 898</b>	<b>347 545</b>	<b>358 633</b>	<b>354 200</b>	<b>383 381</b>	<b>394 486</b>	<b>402 997</b>	<b>5,1%</b>	<b>12,4%</b>
<b>Placements liquides ou à court terme</b>	<b>305 860</b>	<b>290 444</b>	<b>271 845</b>	<b>271 023</b>	<b>265 913</b>	<b>253 539</b>	<b>248 563</b>	<b>259 682</b>	<b>2,4%</b>	<b>-4,2%</b>
Comptes d'épargne à régime spécial	122 069	122 965	119 823	117 917	118 673	120 825	116 803	117 073	-3,1%	-0,7%
Placements indexés sur les taux de marché	183 791	167 478	152 022	153 106	147 240	132 714	131 760	142 610	7,5%	-6,9%
<b>Épargne à long terme</b>	<b>137 312</b>	<b>141 269</b>	<b>146 697</b>	<b>150 069</b>	<b>145 973</b>	<b>148 123</b>	<b>150 475</b>	<b>155 984</b>	<b>5,3%</b>	<b>3,9%</b>

	En millions de XPF								Variations	
	déc-16	déc-17	déc-18	déc-19	mars-20	juin-20	sept-20	déc-20	1 sem	1 an
<b>Dépôts locaux</b>	<b>607 928</b>	<b>618 643</b>	<b>603 180</b>	<b>613 663</b>	<b>604 066</b>	<b>620 577</b>	<b>627 134</b>	<b>647 032</b>	<b>4,3%</b>	<b>5,4%</b>
<b>Dépôts à vue</b>	<b>319 592</b>	<b>344 898</b>	<b>347 545</b>	<b>358 633</b>	<b>354 200</b>	<b>383 381</b>	<b>394 486</b>	<b>402 997</b>	<b>5,1%</b>	<b>12,4%</b>
<b>Comptes d'épargne à régime spécial</b>	<b>105 959</b>	<b>107 099</b>	<b>104 015</b>	<b>102 106</b>	<b>102 865</b>	<b>104 685</b>	<b>101 073</b>	<b>101 604</b>	<b>-2,9%</b>	<b>-0,5%</b>
<i>dont livrets ordinaires</i>	100 131	101 221	98 341	96 609	97 359	99 112	95 604	96 054	-3,1%	-0,6%
<i>dont comptes d'épargne logement</i>	461	451	449	466	497	535	549	564	5,4%	21,0%
<i>dont plans d'épargne logement</i>	4 582	4 627	4 441	4 275	4 266	4 231	4 133	4 210	-0,5%	-1,5%
<i>dont autres comptes d'épargne</i>	274	287	287	263	252	306	287	277	-9,3%	5,5%
<b>Placements indexés sur les taux de marché</b>	<b>182 378</b>	<b>166 647</b>	<b>151 620</b>	<b>152 924</b>	<b>147 000</b>	<b>132 511</b>	<b>131 575</b>	<b>142 432</b>	<b>7,5%</b>	<b>-6,9%</b>
<i>Dépôts à terme</i>	179 477	166 647	151 620	152 924	147 000	132 511	131 575	142 432	7,5%	-6,9%
<i>Bons de caisse</i>	0	0	0	0	0	0	0	0	n.s.	n.s.
<i>Obligations</i>	2 900	0	0	0	0	0	0	0	n.s.	n.s.
<b>Épargne hors zone d'émission</b>	<b>154 836</b>	<b>157 967</b>	<b>162 907</b>	<b>166 061</b>	<b>162 020</b>	<b>164 465</b>	<b>166 390</b>	<b>171 631</b>	<b>4,4%</b>	<b>3,4%</b>
<i>dont livrets A et bleus</i>	20 966	20 781	20 537	20 348	20 326	20 677	20 151	19 956	-3,5%	-1,9%
<i>dont actions</i>	2 792	3 051	2 419	2 599	2 047	2 250	2 239	2 440	8,4%	-6,1%
<i>dont obligations</i>	1 594	951	1 157	553	467	491	545	568	15,8%	2,8%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	1 413	832	402	182	239	203	184	178	-12,4%	-2,4%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	4 105	3 575	3 078	2 576	2 210	2 368	2 204	2 103	-11,2%	-18,4%
<i>dont contrats d'assurance-vie</i>	123 966	128 778	135 314	139 803	136 731	138 477	141 066	146 386	5,7%	4,7%
<b>Total actifs financiers</b>	<b>762 764</b>	<b>776 610</b>	<b>766 088</b>	<b>779 725</b>	<b>766 086</b>	<b>785 042</b>	<b>793 524</b>	<b>818 664</b>	<b>4,3%</b>	<b>5,0%</b>
<i>dont dépôts de non résidents</i>	19 283	23 099	20 105	28 750	24 956	23 392	25 598	37 380	59,8%	30,0%

## Les concours des établissements locaux

En millions de XPF	déc-16	déc-17	déc-18	déc-19	mars-20	juin-20	sept-20	déc-20	Variations	
									1 sem	1 an
<b>Entreprises</b>										
Crédits d'exploitation	77 838	78 406	81 028	86 224	86 150	91 233	93 682	101 460	11,2%	17,7%
<i>Créances commerciales</i>	3 054	2 880	2 186	2 125	1 914	1 394	1 415	1 228	-11,9%	-42,2%
<i>Crédits de trésorerie</i>	53 083	53 411	57 653	60 941	60 195	69 045	72 610	80 345	16,4%	31,8%
(dt) <i>Entrepreneurs individuels</i>	1 437	1 678	1 750	1 882	1 932	2 230	2 553	2 647	18,7%	40,6%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	21 700	22 115	21 189	23 158	24 040	20 795	19 656	19 887	-4,4%	-14,1%
Crédits d'investissement	186 277	185 105	186 247	190 708	192 751	191 718	193 840	197 815	3,2%	3,7%
<i>Crédits à l'équipement</i>	177 290	176 204	177 280	181 384	183 623	182 758	184 539	188 722	3,3%	4,0%
(dt) <i>Entrepreneurs individuels</i>	5 152	4 841	4 927	4 783	4 773	4 752	4 757	4 782	0,6%	0,0%
<i>Crédit-bail</i>	8 988	8 901	8 967	9 324	9 128	8 960	9 301	9 093	1,5%	-2,5%
Crédits à l'habitat	56 927	60 608	63 166	63 318	63 830	63 251	63 336	63 551	0,5%	0,4%
Autres crédits	10 576	10 873	10 084	8 793	8 777	10 409	10 404	10 462	0,5%	19,0%
<b>Encours sain</b>	<b>331 618</b>	<b>334 992</b>	<b>340 525</b>	<b>349 044</b>	<b>351 508</b>	<b>356 611</b>	<b>361 263</b>	<b>373 288</b>	<b>4,7%</b>	<b>6,9%</b>
<b>Ménages</b>										
Crédits à la consommation	62 272	62 553	64 261	63 714	62 042	60 999	63 476	65 386	7,2%	2,6%
<i>Crédits de trésorerie</i>	47 812	48 680	49 820	50 426	49 062	48 520	50 743	52 666	8,5%	4,4%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	4 061	3 949	4 165	3 613	3 357	3 230	3 216	3 355	3,9%	-7,2%
<i>Crédit-bail</i>	10 399	9 924	10 275	9 675	9 623	9 250	9 516	9 365	1,2%	-3,2%
Crédits à l'habitat	300 644	320 512	346 681	363 552	364 206	363 656	367 815	375 128	3,2%	3,2%
Autres crédits	4 246	4 006	3 567	3 340	3 271	3 184	3 201	3 337	4,8%	-0,1%
<b>Encours sain</b>	<b>367 162</b>	<b>387 070</b>	<b>414 509</b>	<b>430 606</b>	<b>429 519</b>	<b>427 840</b>	<b>434 492</b>	<b>443 852</b>	<b>3,7%</b>	<b>3,1%</b>
<b>Collectivités locales</b>										
Crédits d'exploitation	2 480	4 572	4 377	12 496	15 891	9 375	9 099	8 298	-11,5%	-33,6%
<i>Crédits de trésorerie</i>	2 193	3 846	3 639	11 432	14 401	8 065	7 818	7 075	-12,3%	-38,1%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	287	726	738	1 064	1 490	1 309	1 281	1 223	-6,6%	15,0%
Crédits d'investissement	13 860	12 549	10 960	12 523	12 767	12 396	12 401	14 236	14,8%	13,7%
<i>Crédits à l'équipement</i>	13 125	11 906	10 452	12 170	12 444	12 011	12 011	13 857	15,4%	13,9%
Autres crédits	0	0	0	100	100	100	50	0	n.s.	n.s.
<b>Encours sain</b>	<b>16 339</b>	<b>17 121</b>	<b>15 337</b>	<b>25 119</b>	<b>28 758</b>	<b>21 871</b>	<b>21 550</b>	<b>22 534</b>	<b>3,0%</b>	<b>-10,3%</b>
<b>Autres agents</b>										
<b>Encours sain</b>	<b>16 727</b>	<b>15 188</b>	<b>11 870</b>	<b>11 266</b>	<b>12 641</b>	<b>14 270</b>	<b>14 738</b>	<b>13 100</b>	<b>-8,2%</b>	<b>16,3%</b>
<b>TOTAL</b>										
<b>Encours sain</b>	<b>731 846</b>	<b>754 371</b>	<b>782 241</b>	<b>816 035</b>	<b>822 425</b>	<b>820 592</b>	<b>832 042</b>	<b>852 773</b>	<b>3,9%</b>	<b>4,5%</b>
Créances douteuses brutes	23 584	24 861	26 402	28 632	27 873	31 134	30 875	31 164	0,1%	8,8%
<i>Créances douteuses nettes</i>	8 811	9 607	10 740	13 041	12 427	14 600	13 679	13 816	-5,4%	5,9%
(dt) <i>Entreprises</i>	4 714	5 345	6 889	8 238	7 687	9 856	9 074	9 220	-6,5%	11,9%
(dt) <i>Ménages</i>	4 048	4 059	3 631	4 613	4 553	4 425	4 439	4 460	0,8%	-3,3%
Provisions	14 773	15 254	15 661	15 591	15 446	16 534	17 196	17 349	4,9%	11,3%
<b>Encours brut total</b>	<b>755 430</b>	<b>779 232</b>	<b>808 643</b>	<b>844 667</b>	<b>850 298</b>	<b>851 726</b>	<b>862 917</b>	<b>883 938</b>	<b>3,8%</b>	<b>4,6%</b>
Taux de créances douteuses	3,12%	3,19%	3,26%	3,39%	3,28%	3,66%	3,58%	3,53%	-0,13 pts	0,14 pts
Taux de provisionnement	62,6%	61,4%	59,3%	54,5%	55,4%	53,1%	55,7%	55,7%	2,6 pts	1,2 pt

## Ensemble des établissements de crédit

En millions de XPF	déc-16	déc-17	déc-18	déc-19	mars-20	juin-20	sept-20	déc-20	Variations	
									1 sem	1 an
<b>Entreprises</b>										
Crédits d'exploitation	79 372	78 481	81 090	86 603	86 448	91 441	93 875	101 664	11,2%	17,4%
<i>Créances commerciales</i>	3 054	2 880	2 186	2 125	1 922	1 394	1 415	1 228	-11,9%	-42,2%
<i>Crédits de trésorerie</i>	53 305	53 411	57 659	61 265	60 430	69 196	72 747	80 492	16,3%	31,4%
<i>(dt) Entrepreneurs individuels</i>	1 437	1 678	1 750	1 882	1 932	2 230	2 553	2 647	18,7%	40,6%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	23 012	22 190	21 244	23 214	24 097	20 851	19 712	19 943	-4,4%	-14,1%
Crédits d'investissement	222 683	240 739	236 232	247 031	250 677	249 305	236 342	240 420	-3,6%	-2,7%
<i>Crédits à l'équipement</i>	213 380	231 408	226 900	237 295	241 164	239 960	226 976	230 924	-3,8%	-2,7%
<i>(dt) Entrepreneurs individuels</i>	5 152	4 841	4 927	4 783	4 773	4 752	4 757	4 782	0,6%	0,0%
<i>Crédit-bail</i>	9 303	9 331	9 332	9 736	9 513	9 345	9 365	9 495	1,6%	-2,5%
Crédits à l'habitat	146 434	154 157	159 478	161 829	162 846	162 870	160 884	162 330	-0,3%	0,3%
Autres crédits	10 777	11 047	10 231	8 987	8 971	10 573	10 569	10 462	-1,1%	16,4%
<b>Encours sain</b>	<b>459 265</b>	<b>484 424</b>	<b>487 031</b>	<b>504 451</b>	<b>508 942</b>	<b>514 189</b>	<b>501 669</b>	<b>514 875</b>	<b>0,1%</b>	<b>2,1%</b>
<b>Ménages</b>										
Crédits à la consommation	73 262	73 913	76 205	76 607	74 868	73 530	76 110	77 796	5,8%	1,6%
<i>Crédits de trésorerie</i>	58 801	60 040	61 764	63 318	61 888	61 051	63 377	65 076	6,6%	2,8%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	4 061	3 949	4 165	3 613	3 357	3 230	3 216	3 355	3,9%	-7,1%
<i>Crédit-bail</i>	10 399	9 924	10 275	9 675	9 623	9 250	9 516	9 365	1,2%	-3,2%
Crédits à l'habitat	382 136	401 593	421 278	436 097	438 246	438 411	443 105	450 809	2,8%	3,4%
Autres crédits	4 309	4 062	3 619	3 381	3 311	3 223	3 238	3 382	5,0%	0,0%
<b>Encours sain</b>	<b>459 706</b>	<b>479 569</b>	<b>501 102</b>	<b>516 085</b>	<b>516 425</b>	<b>515 164</b>	<b>522 453</b>	<b>531 988</b>	<b>3,3%</b>	<b>3,1%</b>
<b>Collectivités locales</b>										
Crédits d'exploitation	2 480	4 572	4 377	12 496	15 891	9 375	9 099	8 298	-11,5%	-33,6%
<i>Crédits de trésorerie</i>	2 193	3 846	3 639	11 432	14 401	8 065	7 818	7 075	-12,3%	-38,1%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	287	726	738	1 064	1 490	1 309	1 281	1 223	-6,6%	15,0%
Crédits d'investissement	123 683	135 669	145 868	150 254	147 662	159 834	160 142	176 105	10,2%	17,2%
<i>Crédits à l'équipement</i>	122 949	135 026	145 360	149 901	147 339	159 449	159 752	175 726	10,2%	17,2%
<i>Crédit-bail</i>	734	643	508	353	323	385	390	379	-1,5%	7,4%
Crédits à l'habitat	0	0	0	0	0	0	0	0	n.s.	n.s.
Autres crédits	124	115	106	197	196	192	140	0	n.s.	n.s.
<b>Encours sain</b>	<b>126 287</b>	<b>140 356</b>	<b>150 351</b>	<b>162 947</b>	<b>163 749</b>	<b>169 401</b>	<b>169 381</b>	<b>184 403</b>	<b>8,9%</b>	<b>13,2%</b>
<b>Autres agents</b>										
<b>Encours sain</b>	<b>39 267</b>	<b>39 046</b>	<b>35 429</b>	<b>34 787</b>	<b>35 442</b>	<b>36 338</b>	<b>37 060</b>	<b>35 058</b>	<b>-3,5%</b>	<b>0,8%</b>
<b>TOTAL</b>										
<b>Encours sain</b>	<b>1 084 526</b>	<b>1 143 396</b>	<b>1 173 912</b>	<b>1 218 270</b>	<b>1 224 558</b>	<b>1 235 092</b>	<b>1 230 563</b>	<b>1 266 324</b>	<b>2,5%</b>	<b>3,9%</b>
dont ECHZE	352 679	389 024	391 671	402 235	402 133	414 500	398 521	413 551	-0,2%	2,8%
Créances douteuses brutes	31 925	33 073	40 734	42 841	42 026	45 427	59 566	59 925	31,9%	39,9%
<i>Créances douteuses nettes</i>	13 715	14 462	19 368	21 093	20 284	22 924	36 263	36 497	59,2%	73,0%
<i>(dt) Entreprises</i>	8 444	8 930	14 154	15 083	14 479	17 187	30 649	30 805	79,2%	104,2%
<i>(dt) Ménages</i>	5 222	5 329	4 994	5 811	5 609	5 407	5 449	5 556	2,8%	-4,4%
<i>Provisions</i>	18 210	18 611	21 365	21 748	21 742	22 503	23 302	23 428	4,1%	7,7%
<b>Encours brut total</b>	<b>1 116 451</b>	<b>1 176 469</b>	<b>1 214 645</b>	<b>1 261 111</b>	<b>1 266 584</b>	<b>1 280 519</b>	<b>1 290 128</b>	<b>1 326 249</b>	<b>3,6%</b>	<b>5,2%</b>
Taux de créances douteuses	2,86%	2,81%	3,35%	3,40%	3,32%	3,55%	4,62%	4,52%	1,0 pts	1,1 pts
Taux de provisionnement	57,0%	56,3%	52,5%	50,8%	51,7%	49,5%	39,1%	39,1%	-10,4 pts	-11,7 pt

## METHODOLOGIE

L'ensemble des données concerne des encours. Elles sont issues des déclarations SURFI (Système unifié de reporting financier) des établissements de crédit.

- L'IEOM distingue deux catégories d'établissements de crédit :
  - les établissements de crédit de la zone d'émission (ECZE) qui disposent d'un guichet enregistré auprès de la Banque de France dans la collectivité concernée ;
  - les établissements de crédit hors zone d'émission (ECHZE) qui interviennent sans guichet officiel. Ils regroupent à la fois ceux disposant d'une représentation locale (AFD, CDC...) et ceux qui interviennent depuis la métropole sans aucune implantation locale.

L'analyse du système bancaire local exclut donc les ECHZE.

- Les données de l'épargne de long terme ne sont pas exhaustives, car elles n'incluent que très partiellement les encours des contrats d'assurance-vie souscrits auprès des ECZE, mais gérés à l'extérieur, et ne comprennent pas les encours collectés par les compagnies d'assurance intervenant sur le territoire.

- Les données des entrepreneurs individuels sont réparties entre les catégories « entreprises » et « ménages » selon les types de crédits considérés : les crédits à l'habitat et les comptes ordinaires débiteurs sont comptabilisés dans les crédits aux ménages, alors que les autres types de crédit sont dans les données des entreprises. Les placements des entrepreneurs individuels apparaissent dans les données des ménages.

- Le concept de position extérieure nette retenu dans les statistiques de l'IEOM représente la différence entre les avoirs et les engagements hors de la place bancaire des établissements de crédit locaux, soit essentiellement le solde (Actif-Passif) des opérations de trésorerie et interbancaires des EC d'une géographie en dehors de cette géographie (« hors du territoire ou département outre-mer » pour les contreparties résidentes, et toutes zones pour les contreparties non résidentes).